

« Très bonne décision du gouvernement » : la suspension d'ONG suscite du soutien envers les autorités au Burkina Faso



Suivi des récits d'aide sur les réseaux sociaux : nouvelles tendances au Sahel

09 juillet 2025

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 30 juin - 6 juillet 2025, en évaluant les récits observés sur la base de 12 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).

RÉSUMÉ : Entre le 30 juin et le 6 juillet 2025, 191 publications sur les réseaux sociaux liés au secteur de l'aide au Niger, au Mali et au Burkina Faso ont généré un total de 419 commentaires. Cela représente une augmentation de 60% de l'engagement par rapport à la période de suivi précédente ([26-29 juin](#)). Au cours de la période du 30 juin au 6 juillet, le sentiment négatif a été dominé par les réactions à la suspension de 12 ONG au Burkina Faso.

ÉDITIONS PRÉCÉDENTES : [Donner La Raison De La Suspension](#) (23-29 juin) | [On Ne Peut Jamais Leur Faire Confiance](#) (16-22 juin) | [Que Le Burkina Emboîte Aussi Le Pa](#) (02-15 juin) | [Ces ONG](#) (19 mai-01 juin) | [Tout](#)

SPOTLIGHT : La suspension de 12 ONG suscite un large soutien et un sentiment anti-étranger

Le 4 juillet, le gouvernement burkinabè a suspendu 12 ONG internationales, invoquant une non-conformité administrative. Cette décision a généré bien plus de réactions sur les réseaux sociaux que lors de son annonce la semaine précédente ([du 23 au 29 juin](#)). Cette fois-ci, les publications liées à ce sujet sont devenues les plus commentées au Niger, au Mali et au Burkina Faso sur la période analysée, totalisant 242 des 419 commentaires. Le ton a radicalement changé par rapport à la semaine précédente, où les commentaires étaient rares et spéculatifs.

Les commentaires ont majoritairement soutenu les suspensions, s'inscrivant dans un discours pro-AES. Quinze médias et un compte privé ont relayé la nouvelle, générant 242 commentaires sur la plateforme. De nombreux internautes ont salué la fermeté du gouvernement, reprenant des slogans tels que « Le pays est gouverné ». D'autres ont présenté les ONG comme des instruments d'agendas impérialistes ou d'espionnage, certains appelant même à l'expulsion de toutes les organisations étrangères, en citant quelques-unes dans les commentaires.

Une minorité s'est montrée préoccupée par les pertes d'emploi ou a demandé des explications plus claires sur les suspensions. Par exemple : [“Depuis qu'on m'a expliqué la vraie nature des ONG dans nos pays moi même j'étais abattu. Mais nous c'est l'emploi qu'il propose et la nourriture partagé qu'on voit”](#) Ces voix ont toutefois été marginalisées face au soutien largement exprimé en faveur des suspensions.

Ce que cela nous apprend

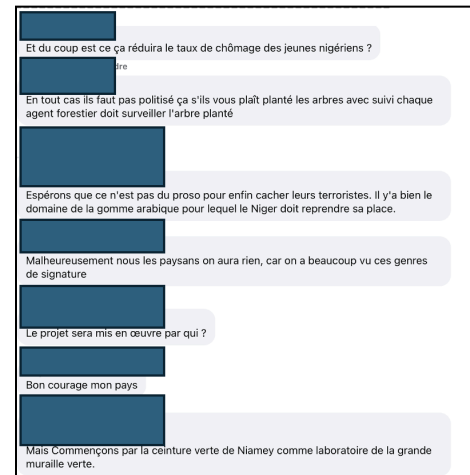
- La forte hausse de l'engagement suggère que la faible réaction de la semaine précédente était probablement liée à des questions de timing et de visibilité, plutôt qu'à de l'indifférence.
- Le discours en ligne reflète désormais un rejet des ONG internationales, perçues comme des acteurs illégitimes.
- Les actions du gouvernement contre les ONG sont perçues comme des symboles forts d'affirmation nationale, nourrissant un discours populiste plus large sur la souveraineté et l'autodétermination.

Principaux récits

L'initiative de la Grande Muraille verte au Niger, soutenue par la FAO, suscite un engagement modeste et mitigé au Niger et au Burkina Faso

Entre le 2 et le 4 juillet, douze publications ont annoncé au Niger et au Burkina Faso le lancement du projet "SURAGGWA" ou Grande Muraille Verte, soutenu par la FAO au Niger. Ces publications détaillaient les plans de restauration de plus de 265 000 hectares de terres dégradées et le renforcement de la résilience environnementale à travers le Sahel. Ensemble, ils ont généré 26 commentaires — un chiffre supérieur à la moyenne pour ce type d'annonces environnementales ou de développement dans la région, mais encore faible à l'échelle des réseaux sociaux. Cela indique que le sujet a été remarqué sans pour autant devenir "viral".

Les réactions ont été partagées. Certains utilisateurs ont exprimé leur enthousiasme, tandis que d'autres ont insisté pour que l'eau soit une priorité dans la mise en œuvre. Beaucoup ont toutefois exprimé des doutes quant à l'origine et aux objectifs du financement, accusant parfois le gouvernement de compromettre sa souveraineté ou de dépendre excessivement de partenaires étrangers. D'autres ont soulevé des questions sur la transparence, la responsabilité et les véritables bénéficiaires des fonds, exprimant un scepticisme récurrent quant aux retombées concrètes pour les communautés rurales.



Ce que cela nous apprend

- L'annonce a suscité un engagement légèrement supérieur à la moyenne pour un projet de développement, mais l'intérêt reste limité, suggérant que l'initiative n'a pas encore capté l'attention du grand public.
- Les réactions indiquent une tension entre les ambitions climatiques de l'État et les préoccupations socio-économiques quotidiennes, certains estimant que les investissements environnementaux de grande envergure ne sont pas prioritaires.
- La visibilité future du projet pourrait dépendre moins de son ampleur ou de sa portée symbolique que des résultats concrets et transparents relayés sur les réseaux sociaux, notamment en matière d'accès à l'eau, d'emploi et de bénéfices locaux.

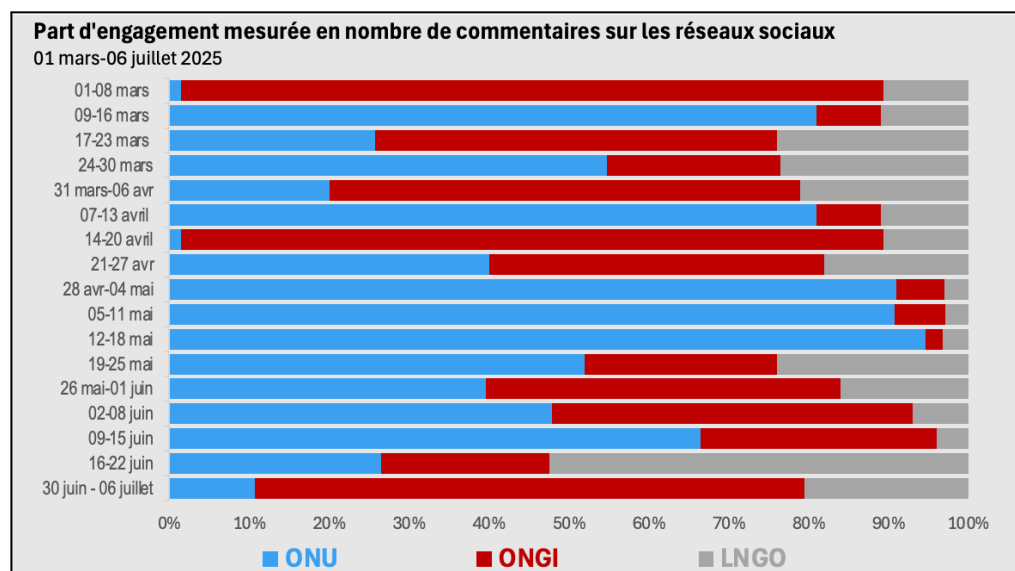
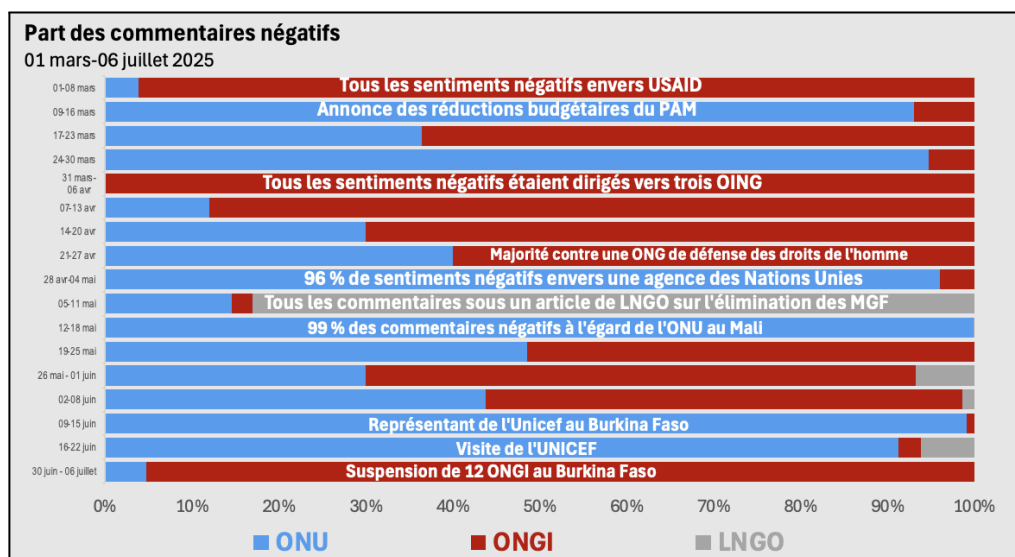
Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

Au cours de la période de suivi la plus récente, l'engagement global autour des acteurs de l'aide est resté relativement faible, avec quelques changements notables dans l'orientation narrative et le sentiment.¹

- La visibilité des agences onusiennes a fortement diminué, leur part de commentaires tombant à 10,7 %, contre 44,3 % la semaine précédente. Il s'agit de leur niveau de visibilité le plus bas depuis la période de suivi du 1er au 8 mars. Le sentiment négatif à leur égard a également chuté, atteignant seulement 4,7 %, contre 60 % la semaine précédente. Ce recul ne reflète pas nécessairement une amélioration de leur image, mais semble plutôt résulter d'un déplacement de l'attention vers des critiques accrues visant les ONG internationales au Burkina Faso.

¹ Aux fins de cette analyse de surveillance des réseaux sociaux, le CICR, l'USAID et toute autre organisation internationale de défense des droits de l'homme et de développement sont inclus dans la catégorie OING.

- **Les ONG internationales (ONGI) ont concentré 68,7 % des commentaires**, contre 40,1 % auparavant, devenant ainsi le principal sujet des discussions sur l'aide, en lien direct avec leur suspension au Burkina Faso.
- **Les ONG locales (ONGL) ont maintenu une présence relativement modeste dans la conversation**, avec une part de 20,5 %, en légère hausse par rapport aux 15,6 % précédents. Comme lors des périodes précédentes, aucun commentaire négatif n'a été enregistré à leur égard. Cette absence persistante de critiques suggère que les ONGL restent largement épargnées par la défiance qui touche les acteurs internationaux.

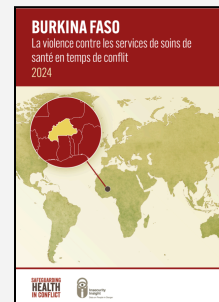


Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org

Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#). Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/30Jun-06Jul2025SMMBriefFR>

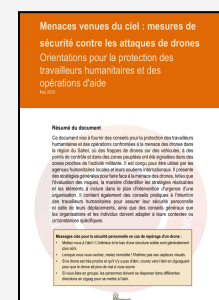
Autres ressources

La Coalition pour la protection de la santé en temps de conflit (SHCC) a recensé **22 incidents** de violence ou d'obstruction des soins de santé au Burkina Faso en 2024. Cinq professionnels de santé ont été tués et des fournitures médicales pillées. Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement bien plus importants. Les attaques contre les soins de santé, ainsi que la violence et l'instabilité en général, ont exacerbé les faiblesses du système de santé du pays. Des professionnels de santé ont été tués après avoir été accusés de collaboration avec des militants du JNIM. Près d'un établissement de santé sur trois a été touché par la violence, et des centaines d'entre eux ont fermé ou ont fonctionné au minimum de leurs capacités. Consultez la fiche d'information complète en [anglais](#) et en [français](#). Téléchargez les données.



Les drones armés constituent une menace croissante dans les situations humanitaires, et leur utilisation va certainement s'intensifier. Autrefois rares, ils sont désormais omniprésents dans les conflits. S'adapter à la menace croissante des drones implique de repenser les mesures de sécurité dans les contextes à haut risque. Insecurity Insight a publié un guide pratique qui rassemble les meilleures pratiques actuelles, disponible en [anglais](#) et [français](#). Voir également :

- Sécurité personnelle : à l'extérieur lorsqu'un drone est repéré : [anglais](#) | [français](#)
- Sécurité personnelle : à l'intérieur d'un bâtiment pendant une attaque de drone : [anglais](#) | [français](#)
- Conseils pour approcher un drone qui a atterri : [anglais](#) | [français](#)
- Préparation des déplacements, disponible en [anglais](#) | [français](#)



Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public.

Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Citation suggérée : Aperçu sur l'insécurité. 2025. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 30 juin-6 juillet 2025. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/30Jun-06Jul2025SMMBriefFR>

